LETTRE D'INFORMATION Janvier 2017



Lettre d'information

Anne SANDER

Député européen (Les Républicains) Bourgogne-Franche-Comté Grand Est (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine)



EDITORIAL



Bonne année 2017!

« Entre incertitudes et espoirs »

L'année 2017 commence entre incertitudes et espoirs. La tentation du pessimisme est forte, tant l'année 2016, loin de clore les drames terroristes de l'année précédente, a été endeuillée par de nouveaux attentats à Bruxelles, à Nice, à Magnanville, à Saint-Etienne du Rouvray, à Berlin ou encore à Istanbul.

Le Brexit et l'élection de Donald Trump ont créé la surprise et soulèvent de nombreuses questions, tant sur les leçons à tirer de ce

vote contestataire, que sur les nouvelles relations que nous devons tisser avec ces deux pays alliés. En Europe, la reprise économique peine à se faire ressentir et le chômage reste toujours élevé. Enfin, l'impuissance européenne, notamment dans les conflits en Syrie, en Lybie ou au Sahel, montre l'importance d'une Europe de la défense qui peine à voir le jour.

Cependant, 2016 a permis également de nombreuses avancées. Le flux des migrants a été réduit, l'Union européenne s'est dotée d'un corps européen de gardefrontières et garde-côtes, nous avons voté la création d'un fichier européen des passagers aériens (PNR), le GPS européen Galileo a fini d'être déployé, la fin des surcoûts téléphoniques en Europe est confirmée, et les grands chantiers pour

lutter contre le dumping social, favoriser la transition énergétique et encourager la révolution numérique sont sur les rails.

Les élections présidentielles et législatives de mai prochain sont également porteuses d'espoir pour l'avenir de la France et de l'Europe : nous

> devons tourner la page de 5 années d'atermoiements pour enfin engager les réformes nécessaires qui

redonneront à notre pays sa crédibilité en Europe et son leadership.

u sein du Parlement européen, je **1**continuerai à m'investir pour défendre la création d'emplois, l'agriculture, l'entrepreneuriat, la lutte contre la concurrence déloyale, la coopération transfrontalière, le siège du Parlement Strasbourg et développement des zones rurales. Je continuerai également à sillonner notre région pour aller à votre rencontre.

Je profite enfin de cette lettre pour vous souhaiter à toutes et à tous une belle et heureuse année 2017, qui vous apporte joies et réussites dans vos différents projets.







Grand Angle

Galileo, Fonds Social Européen, Corps européen de Solidarité et Visas, les actualités européennes en lien avec les commissions Emploi et Industrie et les activités de la session plénière.

Page 2



En circonscription

Aller à votre rencontre, sur le terrain, pour promouvoir les actions de l'Europe et faire remonter vos préoccupations: tels sont les enjeux de mon action au quotidien en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est (Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine).

Page 3 - 4





Lancement du programme européen Galileo



Le 15 décembre, le système européen de navigation par satellite Galileo est entré en service. C'est une étape historique pour ce projet emblématique de l'Union européenne. En effet, il a fallu près de 17 ans et pas moins de 10 milliards d'euros pour mettre en orbite les 18 satellites nécessaires à ce GPS européen, prouesse qu'aucun des 28 Etats membres n'aurait pu déployer individuellement.

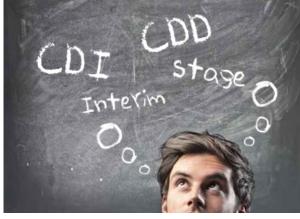
Ce système de géolocalisation, le plus précis au monde, permet à l'Europe de s'affranchir de la tutelle américaine. Or, près de 10% du PIB européen dépend aujourd'hui des systèmes de positionnement par satellites, un chiffre qui ne cesse d'augmenter avec la multiplication des nouveaux objets connectés.

Le système permet également de localiser plus rapidement les personnes perdues en mer ou en montagne. Les victimes qui émettent un appel de détresse depuis une borne Galileo pourront être détectées en 10 minutes, contre parfois plusieurs heures actuellement.

Il faut maintenant que les entreprises européennes s'en servent, et que les différents produits industriels mis sur le marché soient compatibles avec Galileo.



Les succès du Fonds Social Européen



demandeurs d'emploi.

D'après le rapport de la Commission européenne publié le 5 janvier 2017, le Fonds Social Européen a aidé près de 10 millions d'Européens à trouver un emploi entre 2007 et 2014. Il a également permis à 8,7 millions de personnes d'obtenir une qualification ou un diplôme.

Le Fonds Social Européen (FSE) est le plus ancien fonds de l'UE. Crée par le traité de Rome en 1957, il est le principal instrument européen d'accompagnement des

Au Parlement européen, c'est la Commission Emploi et Affaires sociales, dont je suis membre, qui est responsable de l'élaboration et du suivi de ce fonds. Pour la période 2014 - 2020, son budget a été augmenté. Il finance notamment l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes, qui a permis à près de 9 millions de jeunes européens d'obtenir soit un emploi, soit une formation depuis 2014.

La région Grand Est recevra 347,6 millions d'euros de crédits FSE d'ici à 2020. J'ai visité avec mes collègues de la commission Emploi un exemple concret, le projet « Activ'action en Alsace » qui aide à la réinsertion professionnelle (cf page suivante). Pour savoir comment bénéficier des fonds européens, rendez vous sur le site : http://www.europe-en-france.gouv.fr/



Création d'un « Corps Européen de Solidarité »



Le 7 décembre a eu lieu le lancement du « Corps Européen de Solidarité, » qui vise à créer un vivier de jeunes prêts à donner de leur temps pour des projets d'intérêt général.

Ce corps est ouvert aux participants de 18 à 30 ans qui veulent s'engager dans des projets en lien avec l'éducation, la santé, la protection de la nature ou encore la prévention de catastrophes naturelles.

16.000 jeunes Européens dont quelque 800 Français se sont déjà inscrits à la fin du mois de décembre, pour des missions d'une durée comprise entre deux et douze mois et dont les premières démarreront avant l'été 2017.

La Commission vise au moins 100 000 jeunes d'ici à 2020. Cette initiative offre l'avantage de renforcer le sentiment d'appartenance européen chez les jeunes, de créer une chaine de solidarité et de gagner de l'expérience bénéfique pour le CV.



Un mécanisme pour controler l'immigration



Le Parlement européen a adopté le 15 décembre un nouveau mécanisme visant à suspendre la libéralisation des visas en cas d'abus de la part de ressortissants de pays tiers.

Ce nouveau dispositif est un garde-fou dans le cadre des négociations pour une libéralisation des visas, notamment avec la Turquie, mais aussi avec la Géorgie, le Kosovo et l'Ukraine. En cas de hausse substantielle du nombre d'entrées en Europe, de demandes d'asiles infondées ou d'absence de coopération sur les réadmissions, l'UE pourra rétablir l'obligation de visa. C'est un pas vers une immigration mieux contrôlée.



A la rencontre des entrepreneurs



découvert de véritables pépites entrepreneuriales lors de la visite de l'incubateur Strasbourgeois SEMIA, dans le cadre portes ouvertes des #StartupAssembly organisées par l'association France Digitale dans toute la France le 17 novembre dernier. J'ai rencontré des gens passionnants et passionnés qui ont osé se lancer et qui préparent aujourd'hui les emplois de demain. La visite m'a permis de recueillir des idées pour mon rapport sur l'économie collaborative au Parlement européen.

SEMIA a été à l'origine de la création de 108 entreprises, dont 79 existaient toujours en 2015. Financé par des fonds publics (80% publics/20% privés) l'incubateur a reçu le soutien du fonds européen FEDER, du Ministère de la Recherche, de la Région Grand Est et de l'Euromotropole.



Défense de Strasbourg



Dans le cadre du Groupe Pierre Pflimlin, j'accueillais le 23 novembre, conjointement avec mon collègue allemand Andreas Schwab, l'ambassadeur de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, Monsieur Gerhard Küntzle et l'Ambassadeur de France auprès du Conseil de l'Europe Monsieur Jean-Baptiste Mattei.

Ce fut l'occasion d'échanger sur les sujets à développer en commun entre ces deux institutions européennes présentes en Alsace, pour valoriser la dimension européenne de Strasbourg. En effet, les partisans d'un regroupement des activités du Parlement à Bruxelles sont nombreux. L'Eurodéputé belge Guy Verhofstadt prépare un rapport qui demande que le Parlement puisse lui-même choisir le lieu géographique de son siège afin de rapatrier notre assemblée en Belgique.



Emploi: Pour une plus grande mobilité transfrontalière



J'organisais, à l'occasion de la session plénière du Parlement européen de novembre, une visite de terrain à Kehl et Strasbourg pour mes collègues Eurodéputés de la Commission Emploi et Affaires sociales. Je voulais leur présenter le service de placement transfrontalier Strasbourg-Ortenau, le réseau trinational EURES-T Rhin supérieur et le projet INTERREG Emploi 360°.

Ces initiatives permettent d'accompagner les demandeurs d'emploi dans leurs démarches de part et

d'autre de la frontière. Les résultats de la première année ont été prometteurs : 600 candidats français inscrits et plus de 3000 offres d'emploi allemandes publiées. Sur ces 600 candidats, plus de 200 ont trouvé un travail grâce à l'agence.

Pour les frontaliers, la mobilité professionnelle devrait être une évidence lorsque les opportunités sont plus nombreuses de l'autre côté de la frontière. Or, aujourd'hui, nous constatons que des obstacles persistent. Au-delà de la barrière de la langue, que nous peinons à résorber chez les jeunes, le casse-tête administratif décourage souvent les travailleurs

La Commission européenne a proposé le 13 décembre une nouvelle initiative visant à concilier deux objectifs : faciliter la mobilité des personnes au sein de l'UE tout en luttant contre les abus. On compte en Europe environ 1,3 millions de travailleurs frontaliers; dans la région Grand Est, ils sont 160 000.

Les demandeurs d'emploi pourront exporter leurs prestations chômage pendant une durée plus longue (6 mois au lieu de 3 mois actuellement) afin de faciliter leur recherche de travail à l'étranger. Autres modifications : l'État membre dans lequel un européen aura travaillé les 12 derniers mois sera chargé des prestations sociales.



Activ'Action

La visite fut l'occasion également de découvrir le projet « Activ'Action en Alsace », projet mené en lien avec la Région Grand Est, pour faciliter la réinsertion professionnelle et la recherche d'emploi. Il est soutenu par le Fonds Social Européen à hauteur de 17 250 euros.





Nouveaux péages sur les autoroutes allemandes



J'ai cosigné une question orale sur la nouvelle taxe routière allemande, qui devrait rentrer en vigueur fin 2017, et qui ne s'appliquerait de fait qu'aux automobilistes non allemands. Dans cette question, cosignée par les élus des pays frontaliers de l'Allemagne, nous demandons des éclaircissements sur le respect du principe de non-discrimination entre Européens.

En moyenne le coût du péage s'élèverait à 74 euros par an, avec un maximum de 130 euros en fonction de la motorisation des véhicules. Les automobilistes allemands

s'acquitteraient de cette vignette, mais seraient remboursés via une ristourne fiscale. Les étrangers, en revanche, devront la payer. Cette taxe rapporterait à l'État allemand quelque 500 millions d'euros par an. Si je ne m'oppose pas au principe d'une fiscalité verte, nous devons nous assurer qu'elle s'applique à tout le monde équitablement.



Conférences et visites

A votre rencontre sur le terrain



11 novembre : Commémoration de l'armistice du 11 novembre à Vendenheim.



17 novembre : Colloque organisé au Parlement européen par l'Euroinstitut sur la prévention des chutes de hauteur dans un contexte transfrontalier.



18 novembre : Participation à la 3e réunion commune entre les élus de la Communauté de communes du Pays de Wissembourg et du Verbandsgemeinde de Bad-Bergzabern.



21 novembre: Accueil au Parlement européen de l'Association des Amis de Franz Stock, à l'occasion de leur rencontre annuelle franco-allemande.



En 2016, j'ai accueilli plus **de 3500** visiteurs au Parlement à Strasbourg. Contactez-moi pour une visite!

Contacts: anne.sander@europarl.europa.eu
ASP 13 E 253 - 60, rue Wiertz - 1047 Bruxelles

T: +32 2 28 47 525 - F: +32 2 28 49 525

LOW T 10038 - 1, avenue du Président Robert Schuman - 67070 Strasbourg

T: +33 2 88 1 77 525 - F: +33 3 88 1 79 525

23 novembre : Accueil des Vice-présidents de l'Université de Strasbourg au Parlement européen, pour évoquer le projet transfrontalier EUCOR.



24 novembre : Rencontre avec Daniel Costello, Ambassadeur du Canada auprès de l'Union européenne, pour débattre de l'accord commercial CETA.



24 novembre : Participation aux XIe rendezvous européens de Strasbourg aux côtés de Frédéric Bierry, Président du CG 67, Robin Rivaton et Thierry Kuhn, Président d'Emmaüs France



30 novembre: Accueil à Bruxelles d'une délégation d'élus du Grand-Est, de Bourgogne-Franche-Comté et de Rhône-Alpes-Auvergne, pour évoquer les enjeux transfrontaliers, et notamment nos relations avec la Suisse.







9 décembre : Inauguration de la nouvelle boucherie Riedinger-Baltzer à La Wantzenau, avec Bernard Stalter, Président de la Chambre des Métiers.



12 décembre: Organisation avec Antonio Tajani, Vice-Président du Parlement européen et Jean Louis de Valmigère, Président de la "Fondation pour Strasbourg", une table ronde sur le dialogue interreligieux en Alsace, avec les représentants des différents cultes.



14 décembre : Avec tous mes collègues PPE de la commission Emploi, état des lieux annuel des politiques sociales autour de Marianne Thyssen, Commissaire européen à l'Emploi.



14 décembre: Réunion de travail Les Républicains à Strasbourg sur la problématique du loup, avec les députés Isabelle Le Callenec et Arnaud Vialla.



Suivez mon actualité su Facebook et Twitter!